

Nouvelles suppressions d'emplois à Bercy

La France de demain sera-t-elle la Grèce d'aujourd'hui ?

Depuis des mois, le système fiscal et l'organisation des services fiscaux et douaniers grecs sont vilipendés par le FMI, Bruxelles et consorts.

Personne ne conteste la nécessité de grandes réformes dans ce pays, mais cette désorganisation, (rentées fiscales minimales avec fraudes fiscales maximales), trouve sa source dans les politiques successives des gouvernements grecs depuis trente ans et non pas dans le comportement du peuple grec.

En France, pas un jour ne se passe sans que nos ministres ne vantent, à juste titre, le savoir-faire, la technicité, et la qualification des personnels en charge des missions fiscales et économiques.

Paradoxalement, dans une période de crise, telle que nous la connaissons depuis 2008, où on ne cesse d'attirer l'attention sur l'accroissement de la dette publique, il est curieux, pour ne pas dire plus, de constater avec quel acharnement les gouvernements successifs s'appliquent à détruire l'emploi et diminuer les moyens de fonctionnement des services en charge de recouvrer les créances fiscales et de contrôler la régularité des déclarations.

Dernier exemple, **les ministères économiques et financiers devraient être les principaux contributeurs aux suppressions d'emplois dans le projet de Loi de Finances 2016, avec 2 548 supplémentaires. Elles viennent se rajouter aux 35 000 recensées depuis dix ans ! Inacceptable !**

Voilà des années que FO Finances alerte sur les conséquences de cette course sans limite et non justifiée aux suppressions d'emplois.

Face à cette situation, les ministres de Bercy se refusent à dévoiler des plans cachés de fermetures massives de postes et services des finances publiques et des douanes !.

Pour preuve, ils refusent obstinément de dévoiler aux représentants du personnel, une cartographie nationale de leurs projets destructeurs.

Il est vrai que de tels projets, créant de nouveaux déserts de services publics, pourraient être très mal perçus, à la veille d'un scrutin politique, par les citoyens mais aussi par les élus.

Comme si tout cela ne suffisait pas, l'annonce de la mise en œuvre de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, est venue jeter le désarroi parmi les personnels des finances publiques.

Pourquoi modifier un système qui a démontré toute sa pertinence avec 98 % de taux de recouvrement, si ce n'est pour justifier la réduction des effectifs des directions de Bercy ?

Messieurs les Ministres voulez-vous que nos administrations fiscales, douanières et de protection du consommateur soient demain celles de la Grèce d'aujourd'hui ?

Vous seriez bien inspirés de regarder de plus près comment vos collègues canadiens ont mis en œuvre leur réforme de l'État au début des années 2000.

Dans ce pays, le seul ministère qui n'a pas subi de suppressions d'emplois, c'est celui de l'Économie et des Finances.

Vos homologues d'Outre-Atlantique ont bien compris que la base d'un redressement économique passe prioritairement par des rentrées fiscales assurées et des contrôles renforcés.

Pour un service public fiscal, économique et douanier fort, permettant d'assumer ses missions de recouvrement et de contrôle, l'urgence est à l'arrêt des suppressions d'emplois.

Il reste quelques semaines à nos ministres pour reconsidérer leurs orientations budgétaires.

Paris, le 28 Août 2015